

FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT, OUI, C'EST POSSIBLE !

Les manifestations monstres de samedi dernier ont montré que le mouvement contre le projet gouvernemental sur les retraites ne faiblit pas, bien au contraire ! Chaque manifestation apporte de nouveaux manifestants remplaçant, et au-delà, ceux qui n'ont pas pu revenir. Les énormes cortèges dans toutes les villes, grandes, moyennes et petites, les grèves dans des entreprises privées comme dans les services publics, la mobilisation de la jeunesse avec les blocages de facs et de lycées, **tout montre que nous sommes unanimes à rejeter le projet**. Les questions que tout le monde se pose maintenant sont : comment faire reculer le gouvernement, comment gagner ? Mais aussi : quand est-ce que nous pourrions considérer avoir obtenu satisfaction sur nos revendications ?

UN GOUVERNEMENT VOMI PAR LE MONDE DU TRAVAIL TOUT ENTIER

Parmi les salariés, personne ne peut plus supporter les apparitions à la télé de ministres prétentieux qui ne connaissent rien de la vraie vie et osent venir nous donner des leçons, à nous, qui faisons tourner la société. On n'en peut plus de leur façon de venir nous dire : "Vous n'avez pas bien compris, je vais vous expliquer"... On a très bien compris que ce qui menace le système des retraites, c'est leur volonté de puiser dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches.

COMMENT PRÉPARER LES PROCHAINES ÉTAPES ?

La prochaine grosse échéance annoncée par l'intersyndicale est le 7 mars, et sans doute le 8 dans la foulée comme dans les transports parisiens qui ont prévu une grève reconductible. L'intersyndicale nationale a dit être prête à « mettre le pays à l'arrêt » si le gouvernement ne retire pas son projet. Et, comme étape, il y a eu la nouvelle journée de mobilisation jeudi dernier.

Le retrait du projet, c'est le minimum. Mais cela fait plus de 30 ans que, sans autre raison qu'appauvrir les plus anciens, les gouvernements successifs ont dégradé le système des retraites. **En 1982, alors que les richesses produites étaient bien moindres, pour tous les salariés, la retraite était à 60 ans avec 37,5 annuités. Ce qui était possible en 1982 l'est a fortiori 41 ans plus tard dans une société bien plus riche.**

ALLER VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

L'intersyndicale a menacé de « mettre le pays à l'arrêt ». Oui, il faut aller vers une grève générale qui remette les pendules à l'heure. Sans les travailleurs, rien ne se produit. Si nous croisons les bras, la production ne sort pas et adieu les profits patronaux et les dividendes pour les actionnaires.

Nous le savons tous : quelques journées de paralysie de l'économie feraient vraiment basculer le rapport de force en notre faveur. La journée du 7 mars peut être une étape importante vers une grève générale.

NOUS AVONS BESOIN DE DISCUTER ENTRE NOUS

C'est par tous les bouts que ce gouvernement s'efforce de prendre dans la poche des plus pauvres pour arroser les plus riches. Il multiplie les attaques :

- l'**inflation** ronge un pouvoir d'achat déjà bien faible ;
- les **conditions de travail** se dégradent sans cesse avec, partout, le manque d'effectifs qui rend les journées harassantes ;
- la **réforme de l'assurance chômage**, entrée en vigueur le 1er février, diminue la durée des prestations de chômage et enfonce un peu plus dans la précarité ceux qui ont perdu leur emploi ;
- et, maintenant, ce projet sur les retraites qui transformerait les anciens en pauvres, comme c'était le cas jusqu'au milieu du siècle dernier.

Nous avons besoin d'échanger, entre nous, syndiqués ou non syndiqués, sur toutes ces questions et sur ce que nous devons faire pour gagner : quand et comment continuer la grève plusieurs jours de suite, sans attendre une prochaine date lointaine ? Comment élargir le mouvement, convaincre les collègues qui ne sont pas encore mobilisés et nous adresser aux autres entreprises et secteurs du monde du travail ?

La préparation des manifs et les cortèges eux-mêmes sont une première occasion d'avoir ces discussions. Mais nous avons besoin d'établir de véritables liens entre nous, de tenir des réunions, des assemblées générales de grévistes : avec des mouvements seulement chapeautés d'en haut, le risque existe que le lâchage d'un syndicat mette en danger la mobilisation de tous – nous savons que cela s'est déjà produit. C'est notre mouvement, il est normal que nous le contrôlions de bout en bout.

**TOUTES ET TOUS
ENSEMBLE, NOUS POUVONS
ET NOUS ALLONS GAGNER !**

DISNEY+ MAIS MOINS DE SALARIÉS

Disney va licencier 7000 salariés en 2023. C'est ce que Bob Iger, directeur général de The Walt Disney Company, a annoncé mercredi 8 février, ce qui correspond à environ 3% des 220 000 salariés que compte le groupe à l'échelle du globe. Iger justifie ce plan de licenciement par le fait que la plateforme de streaming Disney+ a perdu 2,4 millions d'abonnés en fin 2022, sur un total de 161,8 millions. Il faudrait selon lui "gagner en efficacité" et ainsi économiser 5,5 milliards de dollars par an sur le dos des salariés et de leurs emplois. Il n'a cependant pas voulu réduire sa rémunération qui s'élève à 65 millions de dollars par an, ni celle des actionnaires de Disney. L'augmentation des profits se fait toujours au détriment des salariés. Organisons-nous.

C'EST TOUJOURS AUX MÊMES DE S'ADAPTER

Des décisions économiques aux choix de gestion, les directions mondiale ou française de Disney n'utilisent pas de la poudre de perlimpinpin, mais le travail de milliers de salariés pour poursuivre le développement de son business. Concrètement sur le terrain, cette soif de profits n'est pas abstraite : elle se traduit par un allongement de la durée du travail. Les horaires adaptés continuent de nous être imposés. Une journée de 6h, peut être suivi d'une journée de 10h. Autrement dit, c'est nous qui nous adaptons aux besoins de nos patrons ! Malgré quelques débrayages, et l'implication de la médecine du travail pour exempter les plus peïnés de ce mode d'organisation, pour beaucoup certaines journées sont éreintantes. En nous faisant travailler sur des amplitudes horaires plus larges, sans que nous voyons de différence sur nos salaires, ce sont nos vies sociale et familiale qui sont grignotées, ce sont nos familles qui doivent aussi s'adapter. Au lieu d'augmenter les salaires pour embaucher plus et mieux, nous payons par notre travail ce qu'ils gardent pour les actionnaires.

LES MINISTRES S'APLATISSENT DEVANT TOTAL

La semaine dernière, TotalEnergies annonçait des bénéfices record de 19,5 milliards d'euros pour 2022. Dans la foulée, le patron du groupe, Patrick Pouyanné, évoquait la possibilité d'accorder une nouvelle ristourne aux automobilistes si le prix des carburants à la pompe dépassait deux euros le litre. Et depuis, on a vu les ministres courir les plateaux de télévision pour demander gentiment et poliment à Pouyanné de faire rapidement un geste dans ce sens. Dans cet exercice se sont distingués notamment le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, celui des comptes publics, Gabriel Attal et le porte-parole du gouvernement Olivier Véran. Tous se sont couchés devant ce grand patron. Un exercice qui fait d'ailleurs partie intégrante de leur job.

QUAND ÉLISABETH BORNE SE MOQUE DU MONDE

Ce sont les services d'information du gouvernement qui l'affirment : Borne a fait « un geste conséquent » envers Les Républicains afin de s'assurer de leur soutien parlementaire à la réforme des retraites. La cheffe du gouvernement a annoncé que ceux ayant commencé à travailler avant 21 ans n'auront pas à cotiser plus de 43 ans pour partir à la retraite. Ainsi un jeune qui a occupé son premier emploi à 17 ans pourra partir à 60 ans. Il suffisait d'y penser ! C'est ce que propose Le Pen depuis un an : abaisser l'âge légal du travail à 16,15, 14 ans, voire moins pour avoir une retraite à 60 ans. Le travail salarié des enfants, voilà l'avenir de nos retraites ! Et qui ose dire que ce gouvernement ne fait pas de social ?



UNE ANNONCE CHOC QUI FAIT PSCHITT

« L'objectif est qu'avec une carrière complète, personne ne parte en retraite avec moins de 1 200 euros net par mois, soit 85 % du Smic », expliquait en décembre dernier Franck Riester, ministre en charge des Relations avec le Parlement.

Pris en flagrant délit de mensonge, il nie l'avoir dit... Déjà, ce ne sera pas « net », mais « brut », et il faudra avoir cotisé 43 années pleines, sans chômage ni temps partiels, alors que de nombreux travailleurs connaissent la précarité et sont rejetés du boulot bien avant les 64 ans fatidiques !

Un projet foireux, défendu par des bonimenteurs minables.

**Que vous soyez en intérim / CDI / CDD / stage,
ce bulletin est le vôtre, diffusez-le
et alimentez-le**

C'est un outil pour : discuter ensemble de l'actualité, et de ce qu'il se passe sur notre lieu de travail.

disney.anticapitaliste@gmail.com

Contacte nous pour t'organiser et préparer les luttes à venir !

